MD

Conseil d'Etat - Raad van Staat
LÉGISLATION - - WETGEVING

28 AUG. 1962

Transmis à M. Coordination (2)

MTL. L.8000/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

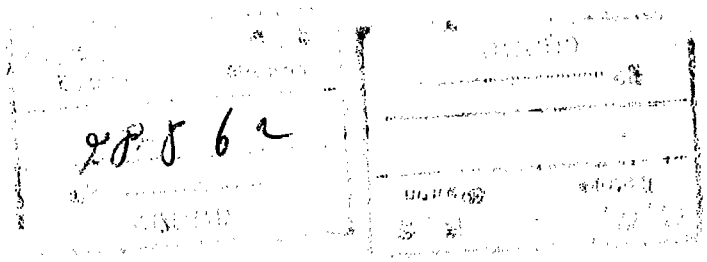
KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 22 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux agents de l'Etat, stagiaires de la première catégorie, qui n'ont pas été recrutés conformément à l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie", a donné le 3 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e juni 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de Rijkspersoneelsleden, stagiairs van de eerste categorie, die niet werden aangeworven overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie", heeft de 3e juli 1962 het volgend advies gegeven :



OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet a un double objet. Il tend, en premier lieu, à consacrer par des dispositions expresses la règle selon laquelle les stagiaires de la première catégorie recrutés en vertu du régime antérieur aux arrêtés royaux du 16 février 1961 doivent encore faire, conformément à ce régime, trois ans de stage, Le projet tend, en second lieu, à autoriser une dérogation à cette règle en permettant à ces stagiaires de présenter leur examen d'admission définitive dès qu'ils ont accompli un an de stage.

II. La règle selon laquelle les stagiaires recrutés conformément aux dispositions antérieures aux arrêtés royaux du 16 février 1961 restent soumis à celles-ci pour tout ce qui concerne leur stage et leur admission à titre définitif, résulte à suffisance des dispositions transitoires énoncées aux articles 44 et 45 de l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie. L'article 44 dispose notamment que "les agents de l'Etat qui, à la date de l'installation du centre de formation, sont encore stagiaires en première catégorie . ... restent soumis ... aux dispositions réglementaires qui règlent leur situation administrative et pécuniaire". L'article entraîne le maintien de ces dispositions non seulement pour les candidats qui étaient encore stagiaires, mais a fortiori pour ceux qui n'avaient pas encore été admis en stage à la date de l'installation du centre de formation parce qu'ils faisaient partie d'une "réserve de recrutement". Au surplus, l'article 45, qui permet expressément la nomination de ce dernier groupe de candidats, renvoie implicitement aux règles concernant le stage qui ne peuvent être dissociées des règles concernant la nomination.

.../...

Les dispositions du projet qui énoncent de manière expresse la règle selon laquelle les agents recrutés conformément au régime antérieur restent soumis à celui-ci en ce qui concerne le stage, ne sont donc pas nécessaires. Mais elles sont toutefois utiles pour mettre fin à des divergences d'interprétation qui, selon les renseignements donnés par le fonctionnaire compétent, ont surgi au sein de l'administration.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

L'article tend à rétablir pour l'article 27 du statut du 2 octobre 1937 un texte portant que la durée du stage est de "trois ans pour les candidats de la première catégorie qui n'ont pas été recrutés conformément à l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie". La disposition que l'article tend à consacrer par un texte exprès a le caractère d'une disposition transitoire. Il n'y a donc pas lieu de l'introduire parmi les dispositions permanentes énoncées dans le statut du 2 octobre 1937. Il conviendrait plutôt d'en faire un article 45bis inséré parmi les dispositions transitoires de l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie.

.../...

Article 2.

Cet article a pour objet de remplacer à l'article 54, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, les mots "candidats à la première catégorie des agents de l'Etat recrutés après le 12 mars 1961" par les mots "candidats à la première catégorie des agents de l'Etat recrutés conformément à l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie". Cet article tend à maintenir l'application dudit article 54 aux stagiaires qui, faisant partie de réserves de recrutement, ont été recrutés après le 12 mars 1961 mais conformément aux règles antérieures à l'arrêté royal du 16 février 1961.

L'article 2 du projet deviendra inutile si la disposition transitoire complémentaire proposée à l'occasion de l'examen de l'article 1er est rédigée en termes généraux, de telle sorte qu'elle maintienne l'application de toutes les règles antérieures à l'arrêté royal du 16 février 1961 aux stagiaires recrutés conformément à ces règles.

Article 3.

Cet article a un objet semblable à celui de l'article 2. Il apporte une modification identique à l'article 30, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent du recrutement, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1961.

.../...

Article 4.

Si le Gouvernement se rallie à la suggestion faite à l'occasion de l'examen de l'article 1er, il n'y a plus lieu de faire dans l'article 4 du projet un renvoi à l'article 27 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

\+

\+ +

Le projet appelle aussi quelques observations de forme. En conséquence, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX STAGIAIRES DE LA PREMIERE CATEGORIE QUI ONT ETE RECRUTES CONFORMEMENT AUX REGLES ANTERIEURES A L'ARRETE ROYAL DU 16 FEVRIER 1961 ORGANISANT LE RECRUTEMENT DES AGENTS DE L'ETAT DE LA PREMIERE CATEGORIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 54, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1961;

.../...

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent du recrutement, notamment l'article 30, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1961;

Vu l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie;

Considérant que pour mettre fin à des difficultés d'interprétation qui ont surgi au sujet dudit arrêté royal du 16 février 1961, il est préférable d'y introduire un article énonçant de manière expresse la règle selon laquelle les stagiaires de la première catégorie recrutés conformément aux dispositions antérieures à cet arrêté restent soumis à celles-ci pour tout ce qui concerne leur stage et leur admission à titre définitif;

Considérant que dans un but d'équité, il convient, toutefois, de permettre aux stagiaires de la première catégorie recrutés conformément aux dispositions antérieures à l'arrêté royal du 16 février 1961, de présenter leur examen d'admission définitive dès qu'ils ont accompli un an de stage;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er (article 2 du projet).

A l'article 54, alinéa 2,de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui porte le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1961, les mots "recrutés après le 12 mars 1961" sont supprimés.

Article 2 (article 3 du projet).

A l'article 30, alinéa 3,de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent du recrutement, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1961, les mots "recrutés après le 12 mars 1961" sont supprimés.

Article 3.-

Il est inséré dans l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie, un article 45bis rédigé comme suit :

.../...

"Article 45bis. Les stagiaires de la première catégorie recrutés conformément aux dispositions antérieures au présent arrêté restent soumis à ces dispositions pour tout ce qui concerne leur stage et leur admission définitive.

Toutefois, ils peuvent, à leur demande, subir leur examen d'admission définitive dès qu'ils ont accompli un an de stage. Ils adressent à cette fin une requête au Ministre dont ils relèvent".

Article 4 .-

... (article 5 du projet) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het doel van het ontwerp-besluit is tweeërlei : in de eerste plaats strekt het ertoe door uitdrukkelijke bepalingen de regel te bekrachtigen dat stagiairs van de eerste categorie, die zijn aangeworven op grond van de regeling van vóór de koninklijke besluiten van 16 februari 1961, overeenkomstig die regeling nog drie jaar stage moeten doen. In de tweede plaats staat het een afwijking van die regel toe, door bedoelde stagiairs in de gelegenheid te stellen, hun examen voor vaste aanstelling af te leggen zodra zij een jaar stage hebben gedaan.

II. De regel dat de stagiairs, die overeenkomstig de bepalingen van vóór de koninklijke besluiten van 16 februari 1961 zijn aangeworven, aan die regelen onderworpen blijven voor al wat hun proeftijd en hun vaste aanstelling betreft, blijkt voldoende uit de overgangsbepalingen van de artikelen 44 en 45 van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie. Artikel 44 bepaalt onder meer dat "de Rijkspersoneelsleden die, op de datum waarop het vormingscentrum wordt ingericht, nog stagiair zijn in de eerste categorie ... onderworpen blijven aan de reglementsbepalingen die hun administratieve en hun geldelijke toestand regelen". Het artikel

.../...

heeft tot gevolg, dat die bepalingen gehandhaafd blijven, niet alleen voor de kandidaten die nog stagiair waren, maar a fortiori voor hen die op de datum waarop het vormingscentrum is ingericht nog niet tot de proeftijd waren toegelaten omdat zij tot een "wervingsreserve" behoorden. Artikel 45, dat uitdrukkelijk toestaat deze laatste groep van kandidaten te benoemen, verwijst stilzwijgend naar de stageregelen die niet van de benoemingsregelen kunnen worden gescheiden.

De bepalingen van het ontwerp die uitdrukkelijk de regel stellen, dat ambtenaren, die overeenkomstig de vroegere regeling zijn aangeworven, daaraan onderworpen blijven wat de proeftijd betreft, zijn dus niet noodzakelijk, maar toch dienstig om een einde te maken aan de verschillende interpretaties die, naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, in de administratie zijn ontstaan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Dit artikel wil voor artikel 27 van het statuut van 2 oktober 1937 een nieuwe tekst vaststellen, waarin wordt gezegd dat de proeftijd "drie jaar duurt voor de kandidaten tot de eerste categorie die niet werden aangeworven overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de

.../...

Rijksambtenaren van de eerste categorie". De bepaling, welke het artikel door een uitdrukkelijke tekst wil bekrachtigen, is een overgangsbepaling. Er is dus geen reden om ze in de permanente bepalingen van het statuut van 2 oktober 1937 in te voegen. Het verdient veeleer aanbeveling, daarvan een artikel 45bis te maken, op te nemen in de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie.

Artikel 2.

Dit artikel heeft tot doel, in artikel 54, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 de woorden "na 12 maart 1961 aangeworven kandidaten voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel" te vervangen door de woorden "kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel, die werden aangeworven overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie". Dit artikel wil de toepassing van genoemd artikel 54 handhaven voor de stagiairs, die tot wervingsreserves behoren en aangeworven zijn na 12 maart 1961, doch overeenkomstig de regelen van vóór het koninklijk besluit van 16 februari 1961.

Artikel 2 van het ontwerp zal overbodig worden indien de bij de bespreking van artikel 1 voorgestelde aanvullende overgangsbepaling in algemene bewoordingen wordt geredigeerd, zodat zij alle regelen van vóór het koninklijk besluit van 16 februari 1961 handhaaft ten aanzien van de stagiairs die overeenkomstig die regelen zijn aangeworven.

.../...

Artikel 3.

Dit artikel heeft een soortgelijk doel als dat van artikel 2. Het brengt eenzelfde wijziging aan in artikel 30, laatste lid, van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1961.

Artikel 4.

Gaat de Regering in op het voorstel betreffende artikel 1, dan hoeft in artikel 4 van het ontwerp niet meer te worden verwezen naar artikel 27 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

\+

\+ \+

Ook over de vorm van het ontwerp zijn enkele opmerkingen te maken. Voorgesteld wordt, de tekst te lezen als volgt :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE STAGIAIRS VAN DE EERSTE CATEGORIE, AANGEWORVEN OVEREENKOMSTIG DE REGELEN VAN VOOR HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 16 FEBRUARI 1961 TOT INRICHTING VAN DE WERVING VAN DE RIJKSAMBTENAREN VAN DE EERSTE CATEGORIE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 54, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1961 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1961 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie ;

Overwegende dat het, om een einde te maken aan interpretatiemoeilijkheden in verband met genoemd koninklijk besluit van 16 februari 1961, wenselijk is daarin een artikel in te voegen om uitdrukkelijk de regel te stellen, dat de stagiairs van de eerste categorie die overeenkomstig de bepalingen van vóór dat besluit zijn aangeworven, daaraan onderworpen blijven voor alles wat hun proeftijd en hun vaste aanstelling betreft ;

Overwegende echter dat de stagiairs van de eerste categorie, aangeworven overeenkomstig de bepalingen van vóór het koninklijk besluit van 16 februari 1961, billijkheidshalve in de gelegenheid moeten worden gesteld, hun examen voor vaste aanstelling af te leggen zodra zij een jaar proeftijd hebben gedaan ;

.../...

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1 (artikel 2 van het ontwerp).

In artikel 54, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1961, worden de woorden "na 12 maart 1961 aangeworven" geschrapt.

Artikel 2 (artikel 3 van het ontwerp).

In artikel 30, derde lid, van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1961, worden de woorden "na 12 maart 1961 aangeworven" geschrapt.

.../...